

**NOUS  
SOMMES**  
Montpellier

**UN NOUVEL  
ESPOIR**

**AGRICULTURE & ALIMENTATION**  
**ALIMENTATION DURABLE POUR TOUTES ET TOUS**

**LES 15 ET 22 MARS 2020**  
**[HTTPS://NOUSSOMMES.ORG](https://noussemmes.org)**

# NOTRE CONSTAT

L'alimentation est une préoccupation de la vie quotidienne de plus en plus forte. Obésité, pesticides, excès de sucre, de sel, produits ultra-transformés, origine des produits et conditions de travail et de rémunération des producteurs sont autant de sujets qui préoccupent les « mangeurs » et les « mangeuses », et en particulier les parents de jeunes enfants.

## Urgence démocratique

**Aujourd'hui, notre alimentation est majoritairement aux mains de firmes agro-industrielles mondialisées**, qui, du champ à l'assiette, ne nous laissent qu'un triste choix : brevetage du vivant, déforestation, pollutions, perte massive de biodiversité, destruction de l'emploi agricole, concentration du commerce par la grande distribution, pesticides, perturbateurs endocriniens, excès de sucre, gaspillage massif... Ce système alimentaire agro-industriel est largement soutenu par des politiques agricoles nationale et européenne dont nous ne voulons plus, mais sur lesquelles nous avons très peu de prise. Il est grand temps de reprendre en main notre alimentation de façon plus démocratique. Investir l'échelon municipal est un puissant levier de réappropriation politique de l'alimentation. Partout, des alternatives ont fait leurs preuves. Elles n'attendent que le soutien de politiques publiques courageuses pour s'adresser au plus grand nombre.

Par ailleurs, l'alimentation a été déclarée « grande cause régionale 2018/2019 » par la Région Occitanie.<sup>1</sup> Cette orientation s'est basée sur une grande consultation citoyenne inédite, de laquelle ont émergé les enjeux futurs pour une alimentation saine et durable.

## Que constatons-nous à Montpellier ?

**Nous pourrions nous réjouir que Montpellier soit placée à l'avant-garde mondiale des villes pour l'alimentation durable si le bilan n'était pas si triste.** Beaucoup de communication, mais peu d'action. Comment faire de la « Politique Agro-écologique et Alimentaire » un véritable moteur de transformation sans lui en donner les moyens ? Trop peu de ressources humaines, de budget et de volonté politique, malgré une communication politique de plusieurs centaines de milliers d'euros. Le dernier mandat municipal présente inévitablement un bilan contestable: des résultats quasi nuls sur l'installation d'un réseau de fermes agro-écologiques, entre 7% et 20% de bio dans les cantines scolaires seulement et un service à bout de souffle, un projet de cuisine centrale, qui tel qu'il est envisagé actuellement ne peut en aucun cas permettre une restauration collective de qualité, échec des ambitions en terme de foncier agricole,

<sup>1</sup> <https://www.laregion.fr/L-alimentation-grande-cause-regionale>

peu d'accès aux filières de qualité, particulièrement dans les quartiers éloignés du centre-ville, les citoyens et la société civile écartés des décisions politiques, etc... Un bilan qui renforce une fois de plus le sentiment des habitants et des habitantes d'être dupées par une classe politique opportuniste, pour qui l'accès à une alimentation de qualité pour toutes et tous n'est pas une priorité.

## Urgence écologique

L'alimentation durable est un enjeu écologique majeur. Le système alimentaire agro-industriel dont nous dépendons est responsable d'**un tiers de nos émissions de gaz à effet de serre**. Elle est aussi en grande partie responsable de la **sixième extinction de masse des espèces vivantes**, y compris de l'effondrement des abeilles, des insectes en général et de la microfaune du sol, sans lesquels aucune vie n'est possible.

## Urgence sociale

**Les inégalités d'accès à la santé par l'alimentation de qualité sont très marquées.** Or, 70% des français aspirent à une alimentation de meilleure qualité (bio/local)<sup>2</sup>. Avec 26% de taux de pauvreté selon l'INSEE<sup>3</sup>, notre ville est particulièrement touchée : quand le budget est serré, une fois toutes les factures fixes payées, c'est la qualité et la quantité de la nourriture qui sont directement impactées. Les ménages les plus modestes sont alors les plus exposés aux maladies liées à la malnutrition: maladies cardio-vasculaires (première cause de mortalité en France), obésité, diabète, explosion des cancers et autres maladies chroniques...

**Pour un foyer moyen, manger écologique, local et solidaire reste largement inaccessible, même pour ceux qui le souhaitent.** Ici encore, les grandes surfaces entretiennent le mythe d'un système qui serait le seul à pouvoir proposer du bio accessible. Pour les plus modestes, la seule réponse de l'action sociale est le recours à l'aide alimentaire. Or, l'aide alimentaire ne permet ni l'accès à des produits frais et de qualité ni la possibilité de choisir en toute dignité.

**Le système alimentaire fait travailler des milliers de personnes dans des conditions et avec des rémunérations inacceptables :** agricultrices et agriculteurs, ouvrier-es agricoles immigré-es, employé-es dans les chaînes des industries alimentaires, caissier-es de supermarchés, livreurs et livreuses à vélo de plats cuisinés, éboueurs et éboueuses, etc. sont sur-exploité-es ou se sur-exploitent dans les nouvelles formes d'auto-entreprenariat.

Nous refusons cette mainmise de l'agro-industrie sur notre alimentation et notre imaginaire, tout comme nous refusons l'opportunisme politique local dont nous, habitants, citoyens, sommes victimes sur cet enjeu crucial.

<sup>2</sup> <https://www.wwf.fr/vous-informer/actualites/sondage-ifop-wwf-les-francais-pour-un-changement-de-modele-agricole>

<sup>3</sup> <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-34172>

# NOTRE PROJET

Construire un territoire plus résilient face à la crise écologique, qui prenne soin de toutes ses habitantes et tous ses habitants, où le lien social et la démocratie seraient le ciment : notre politique alimentaire est une brique incontournable du programme d'écologie populaire porté par Nous Sommes.

**Nous aspirons à un véritable service public de l'alimentation durable, pour en faciliter l'accès à toutes et à tous.**

**Alimentation durable** : nous appelons alimentation durable, une alimentation issue de systèmes de production et de transformation qui protègent l'environnement et contribuent à la biodiversité sans polluer, en respectant le bien-être animal et sans épuiser les ressources non renouvelables ; issue de systèmes qui permettent un accès pour tous et toutes à une nourriture suffisante, saine, nutritive ; qui s'appuie sur un système économique inclusif, favorisant la création d'emplois de qualité pour tous et toutes, réduisant les inégalités de pouvoir pour une répartition plus équitable des valeurs ajoutées ; qui favorise la cohésion sociale et le respect de la diversité et de la dynamique des cultures.

Notre projet repose sur deux grands objectifs :

## **1/ Accélérer les transitions agroécologiques : plus de bio et local dans notre système alimentaire**

### **Notre approche du "bio"**

Notre utilisation du terme « bio » fait référence à toutes les formes d'agriculture qui n'utilisent pas d'intrants de synthèse, qu'elles soient certifiées par les différents labels de l'agriculture biologique (label AB, Nature & Progrès, Demeter...) ou qu'elle ne le soit pas, dans le cas d'une agroécologie paysanne contrôlée.

### **Notre approche du "local"**

Nous ne faisons pas la promotion du mythe d'une autonomie alimentaire locale, qui n'est pas réaliste. Nous pourrions couvrir 100% de nos besoins alimentaires avec certaines productions locales (méditerranéennes par exemple), tandis que pour d'autres produits (les céréales par exemple), nous devons construire des alliances commerciales avec d'autres territoires, dans la Région Occitanie voire au-delà. En réalité, nous devons penser la notion de « local » par type de production agricole : pour chaque type, nous définirons le bassin d'approvisionnement le plus proche possible, mais réaliste.

De plus, contrairement aux "circuits courts", qui réduisent le nombre d'intermédiaire à 1

ou 0 entre le producteur et le consommateur, l'exigence du "local" permet la création d'emploi dans les professions intermédiaires de l'agroalimentaire.

## **Re-boucler les cycles, de la production à la valorisation des déchets**

Au cours de l'histoire, le système alimentaire a longtemps été circulaire, la production servant à l'alimentation et les sous-produits et déchets étant mis en valeur de différentes manières, en particulier pour fertiliser les sols. Avec l'industrialisation, le système est devenu linéaire, remplaçant les ressources renouvelables par des ressources fossiles et gaspillant énormément. Un des grands enjeux écologiques contemporains des systèmes alimentaires est de reboucler les cycles : production -> transformation -> commercialisation -> consommation -> déchets -> production -> etc. Toutes ces dimensions, qui composent notre « système alimentaire », ne peuvent plus être traitées séparément. Elles doivent être traitées ensemble et en interaction, au sein d'une politique alimentaire intégrée et cohérente.

## **Prendre soin de tous les agriculteurs et agricultrices**

Les discours les plus fréquents sur la relocalisation de l'alimentation accordent beaucoup d'importance à l'installation agricole en ville et en périphérie des villes, et délaissent l'agriculture rurale et l'agriculture conventionnelle. Pourtant, ces dernières représentent le plus gros volume de productions agricoles et donc le plus grand potentiel en matière d'autonomie alimentaire. Par ailleurs, ces agriculteurs sont souvent en difficulté, délaissés des pouvoirs publics, et confrontés à l'isolement malgré le poids des attentes écologiques qui pèsent sur eux. Face aux défaillances du système de développement agricole français et européen, nous souhaitons soutenir les agriculteurs et agricultrices qui le souhaitent vers la mise en œuvre de pratiques écologiques et vers des formes d'organisation plus collectives des travaux et de la commercialisation. Plutôt que de laisser la suspicion vis-à-vis des agricultrices et agriculteurs se généraliser, le malentendu s'accroître, nous souhaitons au contraire renouer le dialogue et inventer de nouvelles formes de solidarité pour accompagner la nécessaire transition agro-écologique de l'ensemble des agricultures.

## **2/ Démocratiser l'accès à l'alimentation durable**

### **Multiplier les commerces et nombreux autres accès à l'alimentation durable**

Commerces de détail, restauration collective (cantines, maisons de retraites...), restaurants, food trucks, marchés, festivals, magasins collaboratifs, AMAP, systèmes de commande en ligne, groupement d'achat... L'alimentation durable doit être rendue accessible à toutes et tous. Une attention particulière sera portée à la répartition géographique des initiatives, pour une équité entre les quartiers centre et les quartiers périphériques.

## **Expérimenter une nouvelle politique sociale de l'alimentation**

Il s'agit de :

- S'adresser à toutes et à tous et pas seulement à une classe sociale plus favorisée ou plus sensibilisée
- Lutter contre la précarité alimentaire
- S'appuyer sur une approche quartier pour que leurs identités particulières, dont l'alimentation est un marqueur fort, puissent être respectées et constituer des opportunités d'échanges.
- S'appuyer sur l'alimentation pour favoriser la mixité sociale et culturelle, ainsi que la dignité des femmes, encore largement responsables de l'alimentation du foyer.

Notre projet repose sur 3 leviers forts :

- **Réinvestir les infrastructures municipales**

Les infrastructures municipales en lien avec les différentes dimensions du système alimentaire sont nombreuses : le Marché d'Intérêt National (MIN) comme plateforme organisant la rencontre entre producteurs et acheteurs localement, le pôle de transformation agroalimentaire du MIN, la cuisine centrale et tous les lieux de consommation que sont les cantines scolaires, la restauration collective (hôpitaux, maisons de retraite) et autres (musées, zoo etc), le réseau des Maisons Pour Tous et des médiathèques, etc. Le réinvestissement de ces infrastructures est un enjeu essentiel de la mise en œuvre de notre politique alimentaire.

- **Piloter de façon efficace et démocratique la politique agricole et alimentaire**

## **Efficace, avec une véritable Direction de l'Alimentation durable**

La politique actuelle de la ville de Montpellier pêche par un manque criant de moyens humains et budgétaires. De plus, les leviers d'intervention sont aujourd'hui éparpillés dans différentes directions sans aucune action cohérente. Nous proposons au contraire que les prérogatives de la Direction de l'Alimentation de la ville soient affirmées et élargies, afin d'intégrer l'ensemble des actions dans une stratégie cohérente et efficace.

## **Démocratique, avec un Conseil Participatif de l'Alimentation**

Les profondes transformations que les montpelliérains et montpelliéraines appellent de leurs vœux ne peuvent se faire sans une coopération de tous les acteurs concernés : habitantes et habitants, agriculture, artisanat, collectivités, commerces, services de l'Etat, entreprises, et expertes et experts (la communauté scientifique montpelliéraine est mondialement reconnue sur ces sujets mais largement sous valorisée). Nous

proposons la mise en place d'un Conseil Participatif de l'Alimentation, émanation des comités des maisons de l'alimentation de quartier. Cette instance sera ouverte à la coopération métropolitaine, voire au-delà.

- **Mettre le lien social au cœur du projet**

L'alimentation est bien plus qu'un moyen de satisfaire nos besoins nutritionnels. C'est un moyen de se relier à notre environnement, de tisser des liens sociaux, de construire son identité et bien sûr de se faire plaisir. Être attentif à l'origine de nos aliments et à leurs conditions de production est un moyen de façonner notre environnement. Manger ensemble est l'acte le plus social qui soit, intégrant des règles de respect et de solidarité. C'est pourquoi, nous pensons que l'alimentation est un moyen essentiel pour transformer la société, pour construire des rapports plus respectueux de l'environnement et plus solidaires.

# LE DÉTAIL DE NOS MESURES

Notre projet se décline en 24 mesures concrètes, qui s'organisent selon les différentes étapes du cycle de l'alimentation, de la **production** agricole, à son acheminement vers la ville (**approvisionnement**), à la **transformation** des produits agricoles en produits alimentaires, à la **restauration collective**, et à la **distribution** des produits alimentaires, jusqu'aux **traitement des déchets** alimentaires. Des mesures spécifiques sont aussi proposées en matière de gouvernance de la politique alimentaire

## 1) **Production : revaloriser les espaces cultivables et y promouvoir l'agroécologie**

1. Politique foncière : ceinture verte autour de Montpellier et création de nouvelles fermes
2. Créer une régie maraîchère municipale à vocation d'insertion sociale et professionnelle au sein d'un Ecopôle Alimentaire
3. Multiplier les jardins partagés et familiaux et diversifier les autres formes d'agriculture urbaine pour rester connecté à la terre et au vivant

## 2) **Approvisionnement : contractualiser avec des agriculteurs et agricultrices en agroécologie pour nourrir la ville**

1. Conditionner les contrats d'achat de la restauration collective par des critères environnementaux
2. Établir des « contrats de solidarité » entre la ville et des zones de production agricole pour les produits non disponibles localement
3. Défendre le bien-être animal en soutenant la filière viande paysanne
4. Consolider la stratégie du MIN (Marché d'Intérêt National) pour en faire un outil structurant des filières locales de qualité
5. Créer une plateforme de commande en ligne pour faciliter l'achat de produits locaux et la mise en relation entre les acheteurs et les fournisseurs de la restauration
6. Accompagner la transition agroécologique des exploitations agricoles existantes de la métropole



- 3) **Transformation : promouvoir des entreprises écologiques et solidaires, créatrices d'emplois**
  1. Optimiser et renforcer le pôle transformation du MIN
  2. Créer un second pôle de transformation agroalimentaire au sein de l'Écopôle Alimentaire
  
- 4) **Restauration collective : écologique et créatrice de liens**
  1. Des cantines plus humaines et plus écologiques
  2. Améliorer la qualité des repas et des services de restauration collective dans les autres établissements publics
  
- 5) **Distribution : rendre les produits de qualité accessibles à toutes et à tous dans tous les quartiers**
  1. Créer des Maisons de l'alimentation dans les Maisons Pour Tous, pivots d'un programme de solidarité alimentaire
  2. Multiplier les marchés paysans de plein vent, notamment en fin de journée
  3. Augmenter la part de bio et local dans les commerces de proximité et la restauration
  4. Mettre en valeur les produits issus de l'alimentation durable et les utiliser dans les événements municipaux
  5. Expérimenter une sécurité sociale municipale de l'alimentation
  
- 6) **Déchets : gestion et valorisation des déchets résiduels**
  1. Collecte séparée des déchets alimentaires issus des particuliers et de la restauration collective
  2. Valorisation des déchets alimentaires en compost
  
- 7) **Gouvernance : pour une gouvernance alimentaire participative**
  1. Créer une Direction de la politique agro-écologique et de l'alimentation durable efficace
  2. Créer un conseil participatif de l'alimentation
  3. Se donner les moyens d'évaluer les effets de la politique sur les résultats attendus
  4. Peser sur les négociations politiques nationales et européennes

# LE DÉTAIL DE NOS MESURES

## 1) Production : revaloriser les espaces cultivables et y promouvoir l'agroécologie

### 1. Politique foncière : ceinture verte autour de Montpellier et création de nouvelles fermes

- Mise en place d'une véritable **ceinture verte** autour de la ville et de la métropole par la création d'un PAEN (Périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels).
- **Sanctuariser des terres agricoles** par la révision du PLU (Plan Local d'Urbanisme à l'échelle de la ville) et PLUi (Plan Local d'Urbanisme à l'échelle de la métropole)
- Créer un **Observatoire du Foncier**, qui inclue une véritable animation foncière entre cédant·es et candidat·es à l'installation
- Faciliter l'installation de nouvelles fermes, notamment en créant un pôle d'appui technique associant de façon concertée les réseaux associatifs de l'installation agricole et la Chambre d'Agriculture

### 2. Créer une régie maraîchère municipale à vocation d'insertion sociale et professionnelle au sein d'un Ecopôle Alimentaire

En complément de l'approvisionnement via les marchés publics, une ferme agricole biologique et agroécologique gérée en régie municipale peut contribuer à l'approvisionnement de la restauration collective en produits bio et locaux. Elle constitue une opportunité pour créer des parcours d'insertion sociale dans l'agriculture pour des publics éloignés de l'emploi (chômage longue durée, demande d'asile, statut de réfugié ...) et sensibiliser les montpelliérains et montpelliéraines (notamment les enfants des écoles) à l'agroécologie.

La création de cette régie municipale est à l'étude sur les 30 hectares de la zone du projet actuel de la ZAC des Coteaux à Malbosc, en transformant en zone agricole dans le PLU (Plan Local d'Urbanisme) cette zone actuellement prévue à l'urbanisation.

Elle intégrerait un projet plus global d'Ecopôle Alimentaire, au sein duquel sera développée une pépinière d'entreprises d'économie sociale et solidaire des métiers liés à l'alimentation (transformation agro-alimentaire, distribution, gestion des déchets, activités pédagogiques...). Ce lieu est conçu comme une opportunité d'expérimenter de nouvelles formes d'activités économiques innovantes par et pour les habitants et les habitantes, inspirées des régies municipales, des entreprises coopératives municipales et des dispositifs de l'action sociale et de l'insertion. En effet, la crise durable de l'emploi (chômage, mal-être au travail...) appelle l'expérimentation d'autres formes d'organisation des activités économiques.

### 3. Multiplier les jardins partagés et familiaux et diversifier les autres formes d'agriculture urbaine pour rester connecté à la terre et au vivant

- Augmenter les surfaces consacrées aux jardins partagés et aux jardins familiaux, avec une priorité pour les quartiers populaires.
- Encourager la multiplication d'autres formes d'agriculture urbaine écologiques : plantations de fruitiers dans les parcs et jardins publics, incroyables comestibles, parcs agro-forestiers, réappropriation citoyenne d'espaces verts dans les quartiers etc.

Cette mesure s'insère dans le projet de végétaliser la ville et recréer des corridors écologiques pour s'adapter au changement climatique.

Elle s'insère également dans un Plan d'Éducation à l'Alimentation Durable : accès facilité pour enfants et adultes à des espaces productifs pour reconnecter les urbains aux cycles naturels, dialogue entre citadins et paysans pour lever les malentendus et améliorer les compréhensions mutuelles des difficultés de la transition agro-écologique, etc.

## 2) **Approvisionnement : contractualiser avec des agriculteurs et agricultrices en agroécologie pour nourrir la ville**

### 1. Conditionner les contrats d'achat de la restauration collective par des critères environnementaux

Intégrer des critères de « services environnementaux » dans les appels d'offre publics permettant de favoriser les agriculteurs et agricultrices qui s'engagent à changer de pratiques (par exemple pour préserver la qualité de l'eau à proximité de zones de captage, prévenir l'apparition des feux par l'entretien de la garrigue, etc).

### 2. Établir des « contrats de solidarité » entre la ville et des zones de production agricole pour les produits non disponibles localement

Tous les produits consommés sur Montpellier ne pourront être produits localement. Des formes innovantes de partenariats doivent donc être imaginées avec des zones de production éloignées de manière à mettre en place des échanges stables et équitables, garantissant une juste rémunération des producteurs et productrices, et une transition agro-écologique en échange d'une garantie de débouchés.

### 3. Défendre le bien-être animal en soutenant la filière viande paysanne

Investir dans des infrastructures d'abattage et de découpe dans les territoires d'élevage, dans le cadre des partenariats de solidarités pour approvisionner la ville (mesure 2.2).

Couplé à la réduction des produits carnés dans la restauration collective, le soutien à la filière viande paysanne, avec des conditions de vie et d'abattage plus dignes pour les bêtes, s'inscrit dans un plan de transition protéique.

4. Consolider la stratégie du MIN (Marché d'Intérêt National) pour en faire un outil structurant des filières locales de qualité
5. Créer une plateforme de commande en ligne pour faciliter l'achat de produits locaux et la mise en relation entre les acheteurs et les fournisseurs de la restauration

Création d'un dispositif participatif de sélection et d'achat en ligne de produits de qualité (environnementale, sociale et éthique, bio au maximum) accessibles à toutes et tous, en lien avec la profession agricole. Cette plateforme, accessible aux petits producteurs et productrices, pourra compléter l'offre du Marché de gros pour les restaurateurs et détaillants.

6. Accompagner la transition agroécologique des exploitations agricoles existantes de la métropole

Créer un pôle d'appui technique pour appuyer pour tous les agriculteurs et agricultrices souhaitant s'engager dans une transition : relocalisation des débouchés, pratiques plus écologiques, réorganisations collectives... Il s'agit du même pôle technique en charge de l'appui à l'installation agricole, en lien avec la Chambre d'Agriculture et les réseaux associatifs.

### **3) Transformation : promouvoir des entreprises écologiques et solidaires, créatrices d'emplois**

1. Optimiser et renforcer le pôle transformation du MIN

Faciliter notamment l'approvisionnement de la restauration collective en fruits et légumes bio et locaux, notamment ceux issus de l'Écopôle alimentaire.

2. Créer un second pôle de transformation agroalimentaire au sein de l'Écopôle Alimentaire

En complément d'une régie maraîchère agroécologique à vocation d'insertion sociale, l'Écopôle alimentaire comprendra :

- Un pôle d'innovation sociale pour les métiers liés à l'alimentation (transformation agro-alimentaire, distribution, gestion des déchets, activités pédagogiques...), y compris une pépinière d'entreprises d'économie sociale et solidaire de transformation agroalimentaire
- Un atelier de transformation accessible aux entreprises de la pépinière, et aux producteurs ou artisans de bouche du territoire, qui viennent y transformer leurs produits dans une logique de circuit court et de maîtrise de la valeur ajoutée. Ce sera également un lieu d'expérimentation, de formation et d'accompagnement technique pour le développement des filières locales de qualité.

L'Écopôle alimentaire est un pôle d'économie de l'économie sociale qui offre l'opportunité d'expérimenter de nouvelles formes d'organisation des activités économiques, plus solidaires et coopératives. Les crises écologiques et sociales

appellent à un nécessaire changement de logiciel économique et une transition du modèle du salariat vers d'autres formes d'organisation du travail. Seront donc encouragées au sein de l'Ecopôle : coopératives municipales, coopératives de l'économie sociale et solidaire, dynamique des tiers lieux, dispositifs de l'action sociale et de l'insertion, utilisation de la monnaie locale couplée à un revenu garanti etc.

#### **4) Restauration collective : écologique et créatrice de liens**

##### **1. Des cantines plus humaines et plus écologiques**

Nous considérons qu'aucune transition vers l'alimentation durable à la cantine ne pourra se faire efficacement sans une amélioration de la gestion sociale des cantines. La cantine cristallise des tensions liées au manque de moyens humains, dans la Direction de l'alimentation comme dans l'encadrement des enfants durant les temps des repas, avec des conditions de travail très difficiles à l'origine de grèves et d'absentéisme qui compliquent depuis trop longtemps la vie des familles à Montpellier.

Pour améliorer la qualité des menus :

- Priorité au 100 % bio
- Privilégier au maximum le local
- Deux repas végétariens par semaine : l'un avec d'autres produits animaux que la viande et le poisson, l'autre sans produits animaux, et proposition d'un repas végétarien en option systématiquement.
- Des goûters équilibrés et bio gratuits pour tous les enfants
- Faire disparaître progressivement les produits industriels ultra-transformés des menus en augmentant la part de produits "fait maison"
- Priorité aux contenants inox par rapport aux barquettes jetables biosourcées, pour réduire le gaspillage des ressources et appliquer le principe de précaution sur les perturbateurs endocriniens.

Pour améliorer les conditions de travail du personnel et faire du repas un moment agréable :

- Augmenter les effectifs d'agents cantine dans les écoles où c'est nécessaire. Leur sous-effectif est à l'origine de conditions inacceptables, tant du point de vue de leurs conditions de travail que du point de vue de la sécurité physique et affective des enfants, particulièrement en école maternelle.
- Transformer les cantines des écoles élémentaires en self quand il y a un manque de places en cantine.
- Augmentation du personnel, amélioration de la formation et revalorisation des agents : généralisation de la formation à l'alimentation durable pour les agents municipaux « cantine » (pour accompagner les enfants au changement d'habitude alimentaire lors de l'encadrement des repas) et aux agents « cuisine » (pour améliorer le savoir-faire végétarien et fait maison).
- Plan d'Éducation à l'Alimentation Durable et de lutte contre le gaspillage, pour accompagner les enfants et les parents dans ce changement.
- Créer des commissions cantine par quartier, associant parents d'élèves, agents municipaux, élus et agriculteurs pour augmenter la transparence et adapter les cantines aux besoins.

**Remettre en cause le projet de nouvelle cuisine centrale (30 millions d'euros, capacité de 25 000 à 35 000 repas par jour).**

Une étude de faisabilité sera réalisée, afin de pouvoir accroître la part de l'alimentation préparée directement sur place dans les écoles, pour plus de goût, une revalorisation des métiers et une meilleure qualité de service.

2. Améliorer la qualité des repas et des services de restauration collective dans les autres établissements publics

**5) Distribution : rendre les produits de qualité accessibles à toutes et à tous dans tous les quartiers**

1. Créer des Maisons de l'alimentation dans les Maisons Pour Tous, pivots d'un programme de solidarité alimentaire

L'accès aux produits alimentaires de qualité (bio, local, durable) est limité, particulièrement pour les consommateurs vulnérables et les bénéficiaires de l'aide alimentaire. La solidarité autour de l'accès à l'alimentation est très peu développée. Pour rompre l'isolement des foyers vulnérables, favoriser la mixité sociale et la démocratie directe, l'alimentation est un puissant vecteur de lien social.

**Que proposons-nous ?**

Création de "maisons de l'alimentation" dans les Maisons Pour Tous, des espaces de sociabilité et de citoyenneté offrant des activités de distribution, de restauration, d'éducation, de rencontres, de réflexion pour une agroécologie et une alimentation durable. L'objectif est de faciliter l'accès à des aliments de qualité à prix abordable, favoriser le lien social, interculturel et intergénérationnel et dynamiser la vie de quartier grâce à l'entraide. Il s'agit également de permettre aux montpelliéraines et montpelliérains de s'exprimer, d'être force de proposition et d'avoir davantage de contrôle sur les solutions pour mieux s'alimenter.

- Des magasins d'alimentation type épicerie solidaires ou supermarché collaboratif.
- Épicerie solidaire : équivalent d'un commerce de proximité classique où l'on peut choisir ses produits, mais moins chers et destinés à un public en difficulté économique.
- Supermarché collaboratif : participation d'habitants à la gouvernance voire à la gestion du magasin.
- Des lieux de commande et de réception de paniers d'AMAP, de groupements d'achat en vrac, possibilité de commande par internet auprès des producteurs répondant à la charte de qualité pour une alimentation durable spécifiquement déterminée (voir points 5.6).
- Des cantines de quartier : pour cuisiner et manger ensemble dans son quartier à petit prix, où l'origine des produits cuisinés sera également solidaire, faisant

appel à des solutions innovantes pour soutenir l'économie locale (commerces du quartier, cuisine centrale, maraîchers locaux, utilisation des invendus pour lutter contre le gaspillage alimentaire...).

- Toutes initiatives autogérées par les habitantes ou appuyées par la municipalité : soupe populaire, création de micro-filières de la terre à l'assiette, utilisation de la monnaie locale et de systèmes d'échange de service...
- La co-construction des Maisons de l'Alimentation par des médiateurs ou médiatrices chargé.e.s de l'auto-organisation alimentaire : selon les quartiers, selon leurs populations, les besoins ne sont pas les mêmes et il n'y a pas de modèle unique à diffuser. L'animation « d'États Généraux de l'Alimentation » par des médiateurs ou médiatrices de quartiers, en lien avec le tissu associatif, les commerces et les habitants et habitantes du quartier permettra de diagnostiquer les problèmes et faire émerger des projets adaptés. Ensuite, les médiateurs et médiatrices accompagneront leur mise en œuvre par les habitants et les habitantes.
- L'intégration des maisons de l'Alimentation dans le Conseil Alimentaire de la ville. Ces espaces d'échange constitueront le maillon le plus proche de l'habitant dans le système de démocratie participative de la ville. Ils seront donc animés pour que les préoccupations et les souhaits exprimés lors des États Généraux de l'Alimentation soient reflétés par les politiques de la ville.

En complément des Maisons Pour Tous et lorsque cela est nécessaire, la municipalité peut mettre à disposition des locaux, avec un contrat de gestion ou co-gestion, pour y accueillir plusieurs formes possibles de distribution.

## 2. Multiplier les marchés paysans de plein vent, notamment en fin de journée

- Changer les règles d'attribution des places de marché pour augmenter la part de producteurs locaux.
- Développer l'étiquetage "Marchés Paysans" : 3 couleur (vert : vente directe / jaune : circuit court (un seul intermédiaire) / violet : le reste + autocollant "je transforme").
- Créer des marchés paysans conviviaux et familiaux en fin de journée. Ce changement d'horaire permet de conjuguer plus facilement vie professionnelle, travail domestique (courses et repas) et vie sociale pour tous les membres de la famille, et particulièrement les femmes qui assument encore majoritairement la charge du travail domestique.

## 3. Augmenter la part de bio et local dans les commerces de proximité et la restauration

- **Inciter les commerces, restaurants et snacks à faire tourner l'économie locale et augmenter leur part de produits bio et locaux** via des leviers fiscaux, des outils d'approvisionnement (la modernisation du MIN, la création d'une plateforme en ligne d'approvisionnement) et des outils commerciaux (le développement d'une monnaie locale, la création d'un label basé sur un cahier des charges de produits de qualité).
- **Réétudier les Halles Laissac et autres infrastructures commerciales de la ville**

sous cet angle.

- **Une véritable stratégie d'urbanisme commercial est nécessaire pour sortir du monopole des grandes surfaces sur la distribution alimentaire et mieux mailler le territoire urbain de commerces alimentaires.** Les avantages sont nombreux: créer des emplois, limiter les déplacements en voiture pour faire ses courses, faciliter l'accès à l'alimentation de qualité dans les quartiers aujourd'hui désertés de commerces de proximité et alternatifs, recréer de la vie sociale dans les quartiers et rompre avec l'anonymat du système industriel.

#### 4. Mettre en valeur les produits issus de l'alimentation durable et les utiliser dans les évènements municipaux

**Créer un cahier des charges et un label spécifique valorisant la qualité alimentaire écologique, sociale et locale.** Ces outils seront créés de façon participative au sein du conseil municipal (ou métropolitain) de l'alimentation (voir mesure 7.2), basés sur des critères de qualité (environnementale, nutritionnelle et sociale), d'accessibilité. Les produits répondant à un tel cahier des charges pourraient être promus dans la ville, dans ses Maisons de l'alimentation de quartier, dans des magasins spécialisés, voire dans n'importe quel magasin d'alimentation, et présents sur une plateforme internet de commande en ligne.

**Créer une "charte de qualité agroécologique et durable" appliquée lors des événements municipaux et métropolitains,** pour faire des manifestations politiques, universitaires, culturelles et artistiques de la ville un exemple de pratique responsable et un moyen de promouvoir des produits locaux, écologiques et de qualité (notamment Agora des Savoirs, médiathèques, musées, festivals, Les Estivales, Marché de Noël...).

#### 5. Expérimenter une sécurité sociale municipale de l'alimentation

Au cours du mandat, nous souhaitons aller vers une sécurité sociale municipale de l'alimentation. En effet, au même titre que l'accès à la santé qui est un pilier de notre système de protection sociale, se nourrir est un droit. Nous expérimenterons un système communal qui permette aux montpelliérains et montpelliéraines d'acheter leurs produits de consommation alimentaire avec une tarification sociale, dans des structures affiliées à ce système.

### 6) Déchets : gestion et valorisation des déchets résiduels

#### 1. Collecte séparée des déchets alimentaires issus des particuliers et de la restauration collective

#### 2. Valorisation des déchets alimentaires en compost

Nous mettrons en place une filière de valorisation des déchets alimentaires en compost utilisable à la place des engrais chimiques par les citoyens, les espaces verts de la ville et les exploitations agricoles partenaires.

Les mesures de valorisation des déchets sont détaillées dans notre programme de gestion des déchets.



## 7) **Gouvernance : pour une gouvernance alimentaire participative**

### 1. Créer une Direction de la politique agro-écologique et de l'alimentation durable efficace

Avec du personnel dédié et des moyens ambitieux au sein de la ville et de la métropole.

### 2. Créer un conseil participatif de l'alimentation

Favoriser la participation des citoyens à la définition de la politique alimentaire et au devenir de leur alimentation est un élément essentiel d'émancipation sociale et de restauration de la confiance. Le conseil participatif de l'alimentation sera une émanation des comités des maisons de l'alimentation de quartier. Il articulera en outre les échelles municipale, métropolitaine et celle des territoires voisins.

### 3. Se donner les moyens d'évaluer les effets de la politique sur les résultats attendus

Se donner des objectifs et des indicateurs concrets : réduction des émissions de GES, réduction de l'usage des pesticides et des engrais chimiques, amélioration de l'équité des rémunérations et des conditions de travail, amélioration de la nutrition des plus vulnérables, réduction de la précarité alimentaire...

### 4. Peser sur les négociations politiques nationales et européennes

Se fédérer avec d'autres villes volontaires pour peser sur les négociations politiques nationales et européennes (PAC) et soutenir la création d'une politique alimentaire européenne.

## **En bref, notre volonté pour la ville**

*Permettre à toutes et tous de mieux se nourrir est une belle opportunité d'allier justice sociale, écologie et santé, en recréant du lien social.*

